



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 79 – 23 JUIN 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LES ÉTATS-UNIS
RECONSIDERENT
L'ÉLIGIBILITÉ DE LA
TANZANIE, DE
L'OUGANDA ET DU
RWANDA A
L'AGOA

ZAMBIE : REVISION A
LA HAUSSE DES
PERSPECTIVES DE
CROISSANCE ET
AVANCEES VERS UN
FUTUR PROGRAMME
D'ASSISTANCE

COTE D'IVOIRE : LE
FMI APPROUVE UNE
AUGMENTATION DE
224,8 M USD DU
FINANCEMENT DE SON
PROGRAMME AVEC LE
PAYS

SENEGAL : LE PAYS
OUEST-AFRICAIN LE
PLUS INNOVANT EN
2017

MAURITANIE : LA
FRANCE ACCORDE UN
DON DE 5 M EUR DANS
LE SECTEUR DE LA SANTE

CAMEROUN : LA
SECONDE PHASE DE
L'APE ENTRE EN
VIGUEUR EN AOUT

MOZAMBIQUE : LE
MINISTRE DES
TRANSPORTS ET DES
COMMUNICATIONS A
DEVOILE UN PROJET DE
LIAISON FERROVIAIRE
DE 20 Mds USD

ETHIOPIE : AFFLUX
D'IDE

DJIBOUTI :
INAUGURATION DU
NOUVEAU PORT DE
TADJOURAH



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les Etats-Unis reconsidèrent l'éligibilité de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Rwanda à l'AGOA

Suite à la décision de la CAE d'interdire l'importation de vêtements d'occasion d'ici 2019 afin d'encourager l'industrie textile locale, l'association américaine des vêtements recyclés a saisi l'administration américaine, alléguant que les états membres de la CAE ne respectait pas les termes de l'AGOA. Le Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur a décidé le 20 juin de réexaminer les termes d'éligibilité pour trois pays : Tanzanie, Ouganda et Rwanda. Cet examen pourrait conduire au retrait, à la suspension voire à une limitation au libre accès au marché américain pour ces Etats. Une audience publique se tiendra le 13 juillet, après que le secrétaire au Commerce ait présenté les conclusions de la revue au Président Trump.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Les importations de blé, objet de contentieux au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)

Les autorités kényanes et tanzaniennes se sont rencontrées du 21 au 23 juin pour régler un différend commercial mettant à mal le marché intérieur de la CAE. En effet, d'après la réglementation communautaire, le blé en grain doit être échangé sans droits ni quota au sein du marché intérieur. Toutefois, afin de protéger ses producteurs locaux, le Kenya a interdit les importations de blé en provenance de la Tanzanie, et plusieurs cargos de blé tanzanien seraient bloqués depuis le mois de février dans le port de Mombasa. Entre 2012 et 2016, les importations de blé sont passées d'1 million à 1,3 million de tonnes et aujourd'hui, moins de 20 % du blé consommé au Kenya est produit localement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Vers un accord d'échange de devises entre l'Ethiopie et le Soudan

La National Bank of Ethiopia a indiqué que l'Ethiopie et le Soudan souhaitent signer un accord d'échange de devises. Cela signifie que ces deux pays pourront échanger directement leurs monnaies respectives, le birr éthiopien et la livre soudanaise, via les banques centrales et commerciales. Cette décision vise à lutter contre le manque de devises étrangères dans ces deux pays frontaliers, ainsi qu'à renforcer leur intégration économique mutuelle.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : Moody's abaisse la notation de la dette sud-africaine à un cran au-dessus du statut spéculatif

Le 9 juin, l'agence de notation *Moody's* a abaissé d'un cran la notation de la dette souveraine sud-africaine de long terme mais elle reste en catégorie investissement (pour la dette en devise comme en rand). Elle n'est plus qu'à un cran au-dessus de la catégorie spéculative, avec une perspective négative du fait de risques de dégradation de la situation économique et politique jugés importants. Dans le sillage de cette décision, *Moody's* a également abaissé la note de plusieurs établissements bancaires et financiers, de compagnies, de municipalités, d'entreprises publiques et privées.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la confiance des entreprises au plus bas depuis 2009 au 2^{ème} trimestre (RMB/BER)

Au T2, l'indice de confiance des entreprises RMB/BER s'est replié à 29 points (au plus bas depuis 2009), en baisse de 11 points par rapport au T1. En dessous du seuil de neutralité de la confiance des 50 points depuis le T2 2015, le niveau de l'indice témoigne du jugement négatif des entreprises sur les perspectives économiques à court terme en Afrique du Sud.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : révision à la hausse des perspectives de croissance et avancées vers un futur programme d'assistance

Au terme d'une visite, le FMI a indiqué s'être entendu avec les autorités sur différentes actions (collecte des recettes budgétaires, gestion de la dette publique) devant ouvrir à la voie à la conclusion d'un programme d'assistance technique et financière (possiblement au T3 ou T4 2017). Le Fonds a révisé à la hausse les perspectives de croissance à 4 % cette année après 3,4 % en 2016 avec la bonne saison des pluies et la perception positive du risque zambien par les marchés financiers. Sur le plan monétaire et financier, le FMI a salué le mouvement d'assouplissement monétaire initié par la Banque centrale ainsi que ses efforts pour renforcer la stabilité financière.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : budget 2017 promulgué pour un montant record de 7,44 Bn NGN

Le Président par intérim Yemi Osinbajo a signé le budget 2017 le 12 juin, un mois après son adoption par les parlementaires et six mois après sa présentation au Parlement par le Président Buhari. Celui-ci s'élève à 7,44 Bn NGN (24,4 Mds USD). Le budget 2017 prévoit des revenus de 5,08 Bn NGN, soit un déficit de 2,36 Bn NGN, qui sera largement financé par l'emprunt selon le Vice-Président Osinbajo. Les dépenses en capital sont fixées à 2,24 Bn NGN, soit une forte progression par rapport aux 1,20 Bn NGN dépensés sur l'année fiscale 2016, qui a couru jusqu'au 7 mai 2017. Pour rappel, le budget 2017 repose sur l'hypothèse d'une production pétrolière de 2,2 millions de barils par jour à un cours moyen de 44,5 USD.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 4^{ème} mois de recul consécutif de l'inflation à 16,25 % en mai

Selon les chiffres NBS du mois de mai, l'inflation s'est établie à 16,25 % en g.a. contre 17,24 % en avril, soit le 4^{ème} recul successif de l'IPC en g.a.. L'indice des prix à la consommation des biens alimentaires est également en léger recul à 19,27 % en g.a. (19,30 % en avril). Les autorités enregistrent ce recul dans un contexte de réduction du différentiel entre le taux de change interbancaire (305,02 NGN/USD en moyenne en mai) et les cours pratiqués sur les marchés parallèles (entre 375 et 390 en mars contre 510 NGN/USD en début d'année). Par ailleurs, le Gouverneur de la Banque centrale nigériane, Godwin Emefiele, a déclaré qu'il avait pour objectif d'atteindre un taux d'inflation situé entre 10 % et 11 % d'ici la fin de l'année 2017.

✉ Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : forte baisse de l'inflation en mai 2017

En mai 2017, l'indice des prix à la consommation a de nouveau diminué suite à la hausse du mois d'avril, de 0,4 point à 12,6 % en mai 2017, contre 13 % en avril 2017. La baisse des prix du fuel, des produits alimentaires (-0,4 point à 6,3 %) et des produits non-alimentaires a permis ce retour à une tendance baissière. Les prix des transports ont également fortement diminué, à 23,6 % contre 24,9 % au mois d'avril 2017, bien que continuant à tirer les prix des biens non-alimentaires à la hausse. Cette forte diminution de l'indice des prix à la consommation permet de penser que l'objectif d'une inflation à 11,2 % en fin d'année pourrait être atteint.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : l'encours de la dette publique à fin 2016 s'élève à 47,6 % du PIB

Au 31 décembre 2016, l'encours de la dette publique du Bénin s'élevait à 3,8 Mds EUR, dont 1,7 Md EUR de dette extérieure et 2,1 Mds EUR de dette intérieure. Le taux d'endettement public est estimé à 47,6 % du PIB à fin 2016, en progression rapide mais en dessous du seuil communautaire de l'UEMOA fixé à 70 %. Le ratio de la dette extérieure rapporté au PIB se situe à 21,6 %, alors que la dette intérieure, qui a le plus progressé ces dernières années, avec l'augmentation de l'encours des titres d'Etat sur le marché régional, représente 26 % du PIB.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : le taux d'intérêt de référence de la Banque centrale passe de 3,5 % à 1,5 %

La Banque centrale du Cap-Vert (BCV) a réduit son taux d'intérêt de référence de 3,5 % à 1,5 %. Elle a également diminué son taux d'intérêt sur l'absorption de liquidité de facilité marginale de 0,25 % à 0,1 %, son taux de prêt marginal de 6 % à 4,5 % et son taux de réescompte de 7,5 % à 5,5 %. Elle a par ailleurs supprimé le plafond d'utilisation des réserves de liquidité fixé aux banques. Ces mesures de politique monétaire ont été motivées par un niveau des prix bas et un crédit à l'économie stable autour d'une moyenne 62 % du PIB ces cinq dernières années. A travers cette baisse des taux, la BCV souhaite stimuler l'économie cap-verdienne.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le FMI approuve une augmentation de 224,8 M USD du financement de son programme avec le pays**

Le FMI vient d'approuver une augmentation de 224,8 M USD du financement de son programme avec la Côte d'Ivoire. Ce programme, soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) et le mécanisme élargi de crédit (MEDC), bénéficie désormais d'un financement total de 899,2 M USD, soit 100 % de la quote-part du pays. L'adoption de la 1^{ère} revue de ce programme permet à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un décaissement immédiat de 133,8 M USD. Le conseil d'administration a salué les mesures d'ajustement entreprises par les autorités ivoiriennes suite aux différents chocs subis par le pays. Le programme révisé prévoit des mesures d'assainissement qui doivent conduire le déficit budgétaire à -3 % d'ici 2019.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : hausse de 5,1 % du PIB au premier trimestre 2017**

Le Produit intérieur brut (PIB), en volume, a augmenté de 5,1 % au premier trimestre de l'année 2017 par rapport au premier trimestre de 2016. Cette hausse est principalement due à la bonne tenue du secteur tertiaire (+6 %) portée notamment par le secteur financier (+22,2 %), les services d'administration, d'éducation et de santé (+11,3 %), les services aux entreprises (+7 %) et les services immobiliers (+6,8 %). Les activités du secteur primaire ont cru de 1,3 %, grâce à la hausse de l'activité agricole (+7,6 %) et de l'élevage (+2,9 %). Le secteur secondaire a progressé de 2,1 %, essentiellement grâce à la croissance des branches des industries chimiques (+22,9 %) et des industries alimentaires (+8,4 %).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : le déficit commercial se contracte de 1,7 % en 2016**

Le commerce extérieur du Togo est resté relativement stable en 2016. Les importations ont diminué de 0,6 % tandis que les exportations ont augmenté de 1 %, d'où une contraction du déficit commercial (904 M EUR) de 1,7 %. Il faut noter que la baisse sensible de l'activité économique dans la sous-région, marquée par une chute de 12 % du volume de trafic portuaire à Lomé, a impacté négativement les importations quand la mauvaise campagne agricole (liée pour beaucoup à une pluviométrie irrégulière) a ralenti les exportations des cultures de rente (coton et cacao principalement).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le stock de la dette publique augmente de 15 % entre mars 2016 et mars 2017**

Selon la Caisse autonome d'amortissement (CAA), entité publique en charge de la gestion des fonds d'emprunts publics, l'encours de la dette est estimé à 5294 Mds FCFA au 31 mars 2017, en augmentation de 15,4 % par rapport à mars 2016. Le portefeuille de la dette publique se compose à cette date de 79,4 % de dette extérieure, soit 3936,7 Mds FCFA et de 20,6 % de dette intérieure. Les soldes engagés non décaissés s'établissent à 4057 Mds FCFA. A fin avril 2017, le gouvernement a procédé à la signature des conventions de prêts estimés à environ 852,2 Mds FCFA sur un plafond annuel de 1000 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la seconde phase de l’APE Cameroun-UE entre en vigueur le 4 août 2017**

Cette phase est caractérisée par une augmentation du niveau de démantèlement tarifaire sur les produits de 1^{er} groupe (principalement des biens consommation des ménages). Leurs droits de douane passeront de 25 % de réduction à 50 %, à partir du mois d’août prochain. Dans le même temps, cette seconde étape marquera le déclenchement du démantèlement tarifaire sur les produits du 2^{ème} groupe importés des pays de l’Union européenne. Ainsi, les équipements, machines et outils destinés aux unités de production locales, verront leurs tarifs douaniers, être réduits de 15 %, à compter du 4 août 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : afflux d’IDE vers l’Ethiopie**

À contre-courant de la baisse des IDE à destination de l’Afrique, l’Ethiopie attire une quantité croissante d’investissements étrangers, ce pour la quatrième année consécutive. Elle a attiré 3,2 Mds USD d’IDE en 2016, soit une croissance de 46 % par rapport à 2015 (2,2 Mds USD). Cet afflux semble se concentrer sur les investissements dans les infrastructures et dans l’industrie, notamment à travers le développement de parcs industriels. La contribution des IDE au PIB a été évaluée à 3,5% en 2016. L’afflux d’IDE pourrait toutefois se heurter à une capacité d’absorption limitée, si les progrès nécessaires en termes de distribution d’énergie, de fiscalité et d’assistance aux entreprises étrangères ne sont pas réalisés

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 2,9 Mds USD alloués aux comtés par l’Etat kényan pour l’année fiscale 2017/18**

Les 47 comtés kényans bénéficieront d’une allocation de 2,9 Mds USD (302 Mds KES) au titre des transferts de l’État pour l’année fiscale à venir. Cet accord, obtenu après trois mois de négociations au Parlement, intervient deux semaines avant le début de l’année fiscale 2017/18, et équivaut à une hausse de 6 % par rapport à l’allocation de l’année précédente (284,8 Mds KES). Par ailleurs, des retards ont été récemment constatés dans les transferts entre l’État et les comtés. Fin mai, ces derniers n’auraient obtenu que 245,5 Mds KES, leur imposant de s’endetter pour le financement de leurs dépenses. Les comtés sont fortement dépendants de ces transferts, puisque la part de leurs recettes fiscales prélevées localement est inférieure à 15 % des recettes totales.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Sénégal : le pays Ouest-africain le plus innovant en 2017

Le Sénégal est classé au 100^{ème} rang sur 127 pays selon l'Indice mondial de l'innovation dans son édition 2017. La Suisse, la Suède, les Pays Bas, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni dominent le classement. L'indice, proposé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, permet d'évaluer quelque 130 économies au moyen de dizaines d'indicateurs, du nombre de demandes de brevet aux dépenses en matière d'éducation. Le Sénégal est l'un des six pays africains ayant enregistré d'excellents résultats en matière d'innovation ces cinq dernières années. Il est le 10^{ème} pays africain - l'Afrique du Sud arrivant en tête sur le continent - et le 3^{ème} parmi les économies à faible revenu, tous continents confondus. En Afrique de l'Ouest, le Sénégal arrive en tête devant la Côte d'Ivoire et le Bénin.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : de nouvelles lois pourraient faire perdre leur bail aux propriétaires de terres inexploitées

L'ambassadeur du Koweït en Tanzanie a annoncé à l'issue d'une rencontre avec le Président Magufuli l'octroi d'un don de 51 M USD de son pays au gouvernement tanzanien. Ce don sera utilisé pour financer la construction d'un tronçon de route de 85 km entre Chaya et Nyahua, dans la région de Tabora. Au cours des derniers mois, le Koweït a successivement financé un hôpital zanzibarite pour 50 M USD, fourni pour 250 000 USD de matériel médical pour un hôpital de Dar es Salam et fait creuser 27 puits pour des écoles de la capitale économique tanzanienne.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : le Soudan embauche des avocats américains pour empêcher le rétablissement des sanctions économiques

Le Soudan embauche des avocats américains pour empêcher le rétablissement des sanctions économiques. Le gouvernement soudanais a fait appel, pour la somme de 40 000 USD par mois, au cabinet d'avocats américain Squire Patton Boggs LLP, pour tenter d'éviter que les États-Unis ne réimposent des sanctions économiques. Par ailleurs il a payé 300 000 USD au cabinet Cooke Robotham LLC en février 2017 pour des prestations de conseil relatives à un allègement de sa dette extérieure. Le Soudan emploie également depuis des années un avocat américain pour le défendre dans le dossier de l'attentat en 2000 contre le navire militaire américain USS Cole.

✉ olivier.blitz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : don de 2,8 M USD du Japon

Le *Japan Social Development Fund* a annoncé l'octroi d'un don de 2,8 M USD au Ghana, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, au ministère ghanéen de l'Agriculture pour le développement de systèmes d'irrigation et l'augmentation de la production de légumes dans les quatre régions Ouest, Est, Volta et Grand Accra. Ce don vise également à réduire les pertes post-récolte, et à améliorer la distribution des produits ainsi que leur qualité afin de faciliter leur accès à des marchés à plus forte valeur ajoutée.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : le gouvernement signe un projet de 17 M USD avec une société chinoise

Le ministre des Travaux, de l'immobilier et des infrastructures de Sierra Leone, Alhaji Ibrahim Kemoh Sesay, a signé le 9 juin un accord avec la société *China Henan International Cooperation Group* (Chico), pour un projet de réhabilitation de routes. Le ministre a précisé que ce projet, évalué à 17 M USD et qui devrait être exécuté sur les deux ans à venir, était financé par la Banque africaine de développement et le Fonds pour le développement international de l'OPEP (OFID), avec des compléments apportés par le gouvernement sierra-léonais. A cette occasion, le Président Ernest Bai Koroma a affirmé que le développement des infrastructures du pays faisait partie des priorités du gouvernement.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature de la Convention de partenariat entre le ministère des Sports et des Loisirs et winwin Afrique

François Albert Amichia, Ministre des Sports et des Loisirs de Côte d'Ivoire et Régis Charpentier, président de winwin Afrique ont signé, le vendredi 9 juin 2017, une convention de partenariat pour accompagner la promotion et le développement du sport en Côte d'Ivoire. Elle vise notamment à conduire des études de faisabilités sur des projets d'implantation ou de rénovation d'infrastructures sportives, qu'il s'agisse des infrastructures scolaires et universitaires, de celles dédiées aux grands événements comme à la future CAN, ainsi que d'élaborer des partenariats et développer des moyens au service du Sport de Masse.

✉ rcharpentier@winwinafrique.com

▼ Mauritanie : la France accorde un don de 5 M EUR dans le secteur de la santé

Une convention de financement de 5 M EUR a été signée conjointement par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministre mauritanien de l'Economie et des finances et le directeur de l'AFD en Mauritanie. Ce financement vise à améliorer la santé maternelle et néonatale, notamment par l'amélioration de l'efficacité du dispositif national du forfait obstétrical sur la qualité et par l'accessibilité financière des soins de santé maternelle et néonatale dans la région de l'Assaba (l'Est du pays). Par ailleurs, l'AFD devrait transférer 2 M EUR à l'UE qui fournira un appui institutionnel au ministère de la Santé. Ce transfert fera l'objet d'une prochaine convention de financement.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : don de 25 M EUR de l'UE pour la sécurité intérieure et l'électrification rurale**

L'UE a fait un don de 25 M EUR au Sénégal en vue de renforcer la sécurité nationale et l'accès à l'énergie en milieu rural. Le Programme de coopération pour la sécurité intérieure, de 10 M EUR, contribuera à prévenir et à réduire les facteurs de déstabilisation internes et externes afin de préserver le potentiel de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Le Programme d'appui à l'électrification rurale, financé à hauteur de 15 M EUR, permettra l'amélioration du cadre de vie des ménages ruraux par le renforcement de leur accès aux activités agricoles et aux services électriques.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 74 Mds de la Chine pour la seconde phase du projet d'électrification par système photovoltaïque**

Le Président de la République habilite à la faveur d'un décret le ministre de l'Economie à signer un accord de prêt avec la Bank of China d'un montant de 123 M USD (environ 74 Mds FCFA) pour réaliser la seconde phase du projet d'électrification par système photovoltaïque pour 350 localités. La première phase, en cours de réalisation depuis 2015, avec un taux de réalisation estimé à 80 %, concerne 166 localités et est elle aussi principalement financée par la Chine (87 % du total, soit 46 Mds FCFA).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : le conseil d'administration du FMI approuve une Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 642 M USD au profit du Gabon**

Il s'agit d'un programme économique triennal adossé à un financement de 642 M USD dont les conditionnalités n'ont pas été rendues publiques. Ce financement représente 215 % du quota des droits de tirage spéciaux accordés au pays. Le programme triennal devrait permettre la relance économique du pays, dans un contexte marqué par un important ralentissement de l'activité suite à la baisse des cours des matières premières. Un premier décaissement de 98,8 M USD devrait intervenir rapidement.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : aide allemande pour l'électrification rurale**

La KfW vient d'octroyer un don de 14 M EUR au projet d'« électrification rurale en énergies renouvelables » dans la région de la Sava. Grâce à ce financement, cinq micro centrales hydroélectriques totalisant 13,3MW seront installées et connectées aux réseaux électriques. Le projet financé par la KfW permettra de réduire de 80 % l'utilisation de carburants pour l'approvisionnement en électricité dans la région.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : perspectives encourageantes pour le marché agricole au second semestre 2017

Le secteur agricole a rebondi en 2017 après 8 périodes consécutives de contraction économique, et contribue en 2017 pour près de 5 % au marché de l'emploi, soit le double du secteur minier. L'économiste Sihlobo affiche son optimisme quant à l'évolution du marché agricole en Afrique du Sud au deuxième semestre : les estimations record de récolte en maïs et en soja (respectivement 15,63 millions et 1,23 millions de tonnes) devraient positivement impacter l'activité économique du pays, le secteur ayant connu une augmentation de +22,2 % de ses résultats en valeur d'une année à l'autre. La récolte estivale ayant majoritairement lieu d'avril à août, l'impact sur l'économie se sentira en fin d'année.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Nigéria : augmentation des importations de blé

D'après le Bureau national des statistiques les importations de blé au T1 2017 ont progressé de 54 %, à 201 M USD contre 130,9 M USD au T1 2016. La FAO projette également une légère augmentation de 100 000 tonnes des importations nigérianes en 2017 (4,6 Mt contre 4,5 Mt en 2016). Cette hausse contrarie les objectifs que se fixe les autorités fédérales de réduire les importations de blé, remplacées par des farines de substitution. A cette fin, la confection de pain doit intégrer de 10 à 20 % de farine de manioc. En cause, les prix offerts par les meuniers de 248 USD/t, insuffisants pour l'Association des acteurs de l'industrie du manioc, qui en réclame le double. En juin 2017, les blés tendres US (HRW) se négocient à +/- 200 USD/t.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Ghana : la dette du Cocobod atteint 2,2 Mds USD.

La dette du Ghana Cocoa Board (communément appelé *Cocobod*) a atteint 10 Mds Ghc (2,2 Mds USD), notamment en raison d'une production fortement en baisse liée à des conditions météo défavorables. En effet, la production de la saison 2015-2016 est comptabilisée à 778 000 tonnes, chiffre bien inférieur à l'objectif annoncé de 850 000 tonnes. En outre, la chute des cours du cacao (-30 % depuis juillet 2016) a provoqué une perte de revenus d'1 Md USD. Pour rappel, le prix producteur a été fixé à 7600 Ghc la tonne pour la saison 2017-2018. Le *Cocobod* a par ailleurs annoncé que le prêt syndiqué permettant le préfinancement des achats de cacao devrait s'élever à 1,3 Md USD contre 1,8 Md USD l'an dernier.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : augmentation de la production cotonnière de 174 %

La campagne de récolte 2016-2017 vient de s'achever avec un total de 453 000 tonnes de coton graine récoltées, en forte hausse par rapport à la campagne précédente (+174 %). La production a atteint son plus haut niveau historique. Avec la précédente chute de production, les exportations de coton fibre (42,8 % des recettes d'exportation du pays) avaient baissé en 2016, à 158,5 M EUR (-32,9 % par rapport à 2015). Les recettes d'exportations de coton fibre en 2017 devraient repartir à la hausse au regard de la campagne record observée.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : importation de maïs au Kenya pour contrer la menace de pénurie**

Un bateau contenant 660 000 sacs de maïs a amarré à Mombassa le 20 juin afin de compenser les pertes (évaluées à 3,7 M KES, soit 36 M USD) liées à la mauvaise récolte due à la sécheresse. La consommation de maïs au Kenya est estimée à trois millions de sacs de maïs chaque mois. La nouvelle voie ferrée Nairobi-Mombassa, inaugurée le 1^{er} juin, sera mise à profit pour faciliter la distribution de ces sacs à travers le pays. Malgré la mise en place d'une directive interdisant la vente de paquet de farine à base de maïs importé à un prix supérieur à 90 KES, beaucoup revendent cette farine à des prix supérieurs à ceux fixés par l'Etat.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du sud : Démission de Ben Ngubane de son poste de président du conseil d'administration d'Eskom et dégradation par Moody's**

Ben Ngubane a démissionné le 12 juin de son poste de directeur non exécutif et président du conseil d'administration d'Eskom qu'il occupait depuis 2015. La ministre des Entreprises publiques, tutelle de l'électricien, a nommé Zethembe Khoza, membre non-exécutif du conseil d'administration qui a occupé le poste d'acting CEO en 2015, comme président par intérim. Le même jour, l'agence de notation Moody's a abaissé la note du fournisseur national d'électricité de Ba1 à Ba2 (en catégorie spéculative, 2 crans sous la catégorie investissement) avec perspective négative.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : publication de la charte minière révisée**

La charte minière révisée a été publiée par le ministère des Ressources minières et porte à 30 % le seuil minimal d'actionnariat noir requis au sein des entreprises du secteur. Celles-ci disposeront d'un délai de 12 mois pour se mettre en conformité. Elles devront également distribuer 1 % de leur chiffre d'affaires annuel aux actionnaires noirs avant toute autre allocation, acquérir 80 % des services et 70 % des biens d'équipement auprès de fournisseurs noirs et afficher un conseil d'administration noir à 50 % et féminin à 25 % au minimum. La Chambre des Mines a annoncé son intention d'intenter une procédure judiciaire en réaction.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le secteur pétrolier s'affirme sur la scène internationale**

Le ministre des Ressources pétrolières nigérian, Ibe Kachikwu, s'est rendu cette semaine en Europe pour rencontrer les dirigeants des sociétés pétrolières Total (France) et Shell (Pays-Bas), après avoir récemment rencontré ceux d'Exxon Mobil (Etats-Unis) dans l'objectif de les inciter à investir davantage au Nigéria. Le Nigéria pourrait reprendre prochainement sa place de 1^{er} producteur africain de pétrole, alors que sa production est estimée à 1,84 million de barils par jour dès juillet. Par ailleurs, le gouvernement ougandais a annoncé le 15 mai la signature de deux accords d'exploration pétrolière avec la société nigériane Oranto Petroleum International.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 600 M USD d'investissements annoncés pour le secteur minier.

Le sommet ouest-africain de l'industrie minière, ConMin 17, s'est tenu à Abuja les 13, 14 et 15 juin 2017. Yemi Osinbajo a déclaré à cette occasion que le gouvernement travaillait avec la Nigerian Sovereign Investment Authority, la bourse nigériane (NSE) et d'autres acteurs financiers institutionnels afin d'attirer 600 M USD d'investissements dans le secteur. La Banque mondiale a en effet approuvé le 14 avril un prêt de 150 M USD destiné au secteur minier nigérien. Pour rappel, le gouvernement a adopté en août 2016 une feuille de route qui ambitionne de faire passer la contribution de l'exploitation minière de 0,3 à 10 % du PIB en dix ans.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : révision des accords d'électricité

Le ministre de l'Energie, Boakye Agyarko, a annoncé la révision de l'ensemble des 38 accords d'achats d'électricité à des producteurs indépendants signés par le précédent gouvernement, afin de palier le déficit énergétique du Ghana. Ces accords, s'ils se poursuivaient, provoqueraient une surcapacité électrique de plusieurs milliers de megawatts. Cette production ne pourrait pas forcément être exportée, la plupart des pays voisins ayant mis en place des politiques similaires, restreignant fortement les perspectives d'exportation d'électricité pour le Ghana. Cette révision s'inscrit dans un mouvement plus vaste de réexamen de tous les grands contrats négociés et attribués par l'ancien gouvernement.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le pays veut attirer de nouveaux investissements dans son bassin sédimentaire

La 79^{ème} édition de la conférence européenne des ingénieurs en géoscience s'est tenue à Paris les 13 et 14 juin 2017. A cette occasion, le ministre ivoirien du Pétrole a manifesté le souhait d'attirer de nouveaux investisseurs dans son bassin sédimentaire. Il a présenté les potentiels de ce bassin qui, selon lui, produit aujourd'hui environ 40 000 barils/jour de pétrole brut et 275 millions de pieds cubes jour de gaz naturel. Il a rappelé les actions menées par le gouvernement pour redynamiser ce secteur, notamment l'aménagement du Code pétrolier, l'actualisation des contrats de partage de production (CPP) et la réalisation de plusieurs campagnes sismiques.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : l'African Infrastructure Investment Managers (AIIM) acquiert 44 % du capital d'Albatros Energy

L'AIIM, fonds d'investissement sud-africain, vient d'acquérir 44 % du capital de la société malienne Albatros Energy. Les fonds de cette transaction permettront à Albatros Energy de financer en partie son projet de construction d'une centrale thermique de 90 MW à Kayes, dans la ville de Médines. L'entreprise, qui devient le premier producteur indépendant, compte financer ce projet grâce à une dette sénior équivalente à 70 % du coût des travaux. Avec sa prise de participation, AIIM devient ainsi le principal actionnaire de ce projet dont le cout total est estimé à 116 M EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : intérêt de Total E&P pour la construction d'une centrale électrique**

Total E&P a entamé une procédure auprès du régulateur du secteur électrique pour l'octroi d'une licence en vue de la construction d'une centrale à gaz de 146 MW de capacité à 300 kilomètres au nord-ouest de Kampala. D'après les premiers rapports de faisabilité, la construction de l'infrastructure, qui démarrera en 2019, devrait coûter 117,4 MUSD, entièrement financés sur fonds propres par Total E&P. Par ailleurs, Albatros Energy Uganda a également requis une licence pour construire une centrale thermique d'une capacité de 50 MW, implantée dans le district de Hoima. Ces deux projets entendent s'appuyer sur le début d'exploitation des ressources en hydrocarbures ougandaise dans le lac Albert.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : discussion entre le Soudan et le Soudan du Sud pour augmenter la production pétrolière soudanaise du sud**

L'ambassadeur du Soudan du Sud à Khartoum a entamé des discussions avec le ministre soudanais du pétrole, pour redémarrer la production pétrolière soudanaise du sud sur les sites où elle avait été arrêtée en 2014 pour insécurité, en particulier dans la province d'Unity. Les deux oléoducs du Soudan du Sud passent tous les deux par le Soudan.

✉ olivier.blitz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Afrique du Sud : le japonais VT Holdings signe un accord pour acquérir 51 % de Peugeot Citroën Afrique du Sud (PCSA)**

PSA, qui conservera 49 % des parts, vise à augmenter ses ventes à 1 500 unités en 2017 (contre 1 094 en 2016). Par ailleurs, malgré le rachat par PSA de la marque Opel à Général Motors, c'est le groupe Williams Hunt qui distribuera la marque allemande en Afrique du Sud à compter du 1^{er} janvier 2018.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le groupe nigérian Dangote s'engage dans l'industrie sucrière**

Le président de Dangote Sugar Refinery, Aliko Dangote, vient de signer un MoU avec l'Etat nigérian de Nasarawa pour la construction d'une plantation et d'une usine sucrière. Il s'agirait de la plus grande plantation de sucre en Afrique, valorisée à 617 M EUR et capable de produire plus d'1,5 M de tonnes métriques de sucre chaque année. Le projet, qui emploiera 100 000 personnes, débutera sur une plantation de 60 000 ha avec une capacité initiale de production de 400 000 tonnes de sucre blanc par an. Le Nigéria consomme aujourd'hui 1,49 M de tonnes de sucre pour une production locale de 15 000 tonnes. Le pays a importé pour 632,72 M USD de sucre en 2014 et 552,54 M USD en 2015, dont une grande partie en provenance du Brésil.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : nouvelles dispositions fiscales en faveur de l'industrie

La loi de finances tanzanienne 2017 prévoit un taux réduit d'imposition sur les sociétés pour les entreprises spécialisées dans l'assemblage d'engins motorisés (véhicules, tracteurs et bateaux). Les entreprises nouvellement installées pourront ainsi bénéficier d'un taux réduit à 10 % - contre un taux normal de 30 % - durant les cinq premières années de production. Cette disposition vise à concurrencer l'industrie automobile kenyane, chef de file régional, qui a su attirer de nombreuses unités de production sur son territoire.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Botswana : Wilderness Safari retire son offre pour l'acquisition d'Air Botswana

Wilderness Safari retire son expression d'intérêt pour l'acquisition d'Air Botswana, alors même que l'entreprise avait la préférence du gouvernement. Wilderness n'a pas précisé la raison de son retrait. Le Ministre des Transports a lui affirmé que ce rebondissement ne changeait pas la volonté du gouvernement de privatiser Air Botswana.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : le ministère des Transports et des Communications a dévoilé un projet de liaison ferroviaire estimé à 20 Mds USD

Le projet de 3 800 kilomètres permettra d'améliorer les liaisons nord-sud du pays. Des études de faisabilité sont actuellement en cours. Le gouvernement a rassemblé des investisseurs et des institutions financières internationales afin d'éveiller leur intérêt pour le projet, qui fournirait des liens vers les ports existants et ceux envisagés dans les années à venir. Cinq autres projets ont également été présentés à cette occasion.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : les actionnaires de Blue Label valident le plan de recapitalisation de Cell-C

Soutenu par 53 % des actionnaires, Blue Label Telecoms, coté à la Bourse de Johannesburg, poursuit son projet de recapitalisation de Cell C. Grâce à sa filiale *The Prepaid Company*, Blue Label détiendra donc 45 % des parts du troisième opérateur mobile d'Afrique du Sud.

✉ quentin.mercier@businessfrance.fr

▼ Nigéria : des investisseurs moyen-orientaux en négociations avec Arik Air

Le président de la compagnie nigériane Arik Air a confirmé que des discussions ont eu lieu avec des investisseurs du Moyen-Orient intéressés par le transporteur, notamment par l'expansion des opérations en Afrique. Autrefois première compagnie aérienne du Nigéria, Arik Air a été reprise par la structure de défaillance AMCON en février, frappée par des difficultés financières. Par ailleurs, le porte-parole de l'Autorité de l'aviation civile nigériane (NCAA), Sam Adurogboye, a confirmé que 26 entreprises aériennes du pays ont abandonné le processus d'acquisition d'un certificat d'opération aérien (AOC) délivré par la NCAA.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : une nouvelle dynamique pour la SOTRACO

Les autorités burkinabè ont entamé des discussions avec le groupe suédois SCANIA pour redynamiser les activités de la Société de transport en commun de la ville de Ouagadougou, SOTRACO. Cette entreprise peine en effet à satisfaire le marché, du fait notamment de la vétusté de ses bus et des problèmes récurrents de maintenance. Suite à une étude de faisabilité réalisée en mai 2017, SCANIA apporterait une solution globale, de l'achat des bus à la billetterie, en passant par la maintenance. Dans un premier temps, le réseau initial de 12 lignes serait renforcé et pourrait passer à 20 lignes en 2019. A terme, un réseau de *Bus rapide transport* (BRT) est également prévu.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la CCI s'active pour la réalisation du Port sec de Ouagadougou

La mise en œuvre du projet national du Port sec de Ouagadougou, d'un coût estimé à 117 M EUR, a été confiée à la Chambre de commerce et d'industrie de Ouagadougou qui recherche activement un partenaire technique et financier sous le modèle PPP. Le montant de la première phase, initialement prévue en 2017, s'élèverait à 46 M EUR. Cette plateforme multimodale (fret ferroviaire, routier et aérien) devrait prendre le relais du plateau actuel de Ouaga Inter, fortement engorgé. Pour rappel, la CCI-BF a déjà mis en œuvre la construction du port sec de Bobo-Dioulasso, inauguré en 2010.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le secteur du numérique contribue à hauteur de 7-8 % au PIB

Le secteur du numérique ivoirien est en plein essor selon le ministre de la communication, de l'économie numérique et de la poste. Le nombre d'abonnés au téléphone mobile est passé de 16 millions en 2011 à 26 millions en 2016 ; le nombre des utilisateurs d'internet s'est établi à 10 millions en 2016 contre 200 000 en 2011 ; le volume des transactions via le mobile money représente 28,9 MEUR par jour. Au total, le secteur du numérique contribue entre 7 et 8 % au PIB ivoirien. Par ailleurs, le ministre a évoqué les travaux dans la zone franche de Bassam où plus de 700 ha accueilleront les entreprises de TIC et de biotechnologie puis la défiscalisation décidée par le Gouvernement pour les entreprises de TIC.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : inauguration du nouveau port de Tadjourah

Le président Ismaël Omar Guelleh a inauguré le 15 juin le nouveau complexe portuaire de Tadjourah. Réalisé par la société chinoise Bao Ye Hubei Construction Group, ce projet est financé à hauteur de 120 MUSD par le Fonds saoudien de développement, le Fonds arabe de développement économique et social, ainsi que le Fonds de l'OPEP pour le développement international. Il aura la capacité d'accueillir simultanément deux navires de 65 000 tonnes. Ce nouveau port principalement dédié à l'exportation des minerais éthiopiens (majoritairement de la potasse) disposera pour ce faire de la route du corridor nord Tadjourah-Balho et de la future ligne de chemin de fer qui reliera Tadjourah aux villes éthiopiennes de Weldiya et Bahir Dar.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : connexion du réseau IP de Djibouti Telecom au réseau d'Hurricane Electric**

L'opérateur public de télécommunications Djibouti Telecom a joint son réseau IP à Hurricane Electric, l'un des premiers fournisseurs d'accès à Internet au niveau mondial. Le centre de données de Djibouti Telecom est désormais directement lié à deux Points de Présence d'Internet mondiaux situés à Singapour. Les fournisseurs des réseaux et de services Internet pourront désormais accéder au réseau mondial d'Hurricane Electric. Celui-ci est connecté à plus de 155 points d'échange majeurs et échange directement le trafic avec plus de 6 000 réseaux différents. Concrètement, cela permettra aux clients de bénéficier d'un débit accru, d'une latence réduite et d'une fiabilité améliorée.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : lancement d'un service de visa en ligne pour les touristes**

Le département de l'immigration et la compagnie aérienne nationale *Ethiopian Airlines* ont annoncé l'ouverture d'un service de visa en ligne à destination des touristes internationaux. Entré en service le 12 juin, il permet aux voyageurs de déposer leur demande de visa et payer de manière électronique. Une fois la demande en ligne approuvée, ils reçoivent un courrier électronique les autorisant à voyager en Ethiopie, où le visa leur sera délivré à l'arrivée. Cette mesure s'inscrit dans la volonté de l'Etat éthiopien de développer son secteur touristique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : signature d'un contrat de 154 M USD pour l'extension du port de Dar es Salaam**

Le gouvernement tanzanien a signé un contrat de 154 M USD avec la *China Harbor Engineering Company* (CHEC) pour l'extension du port de Dar es Salaam. Ce projet s'inscrit dans le cadre du prêt de 305 M USD octroyé à cette fin en janvier 2017 par la Banque mondiale. L'accord prévoit la construction d'un nouveau terminal Ro-Ro, ainsi que l'extension de 15 mètres des quais 1 à 7 pour permettre l'accès à de plus grands navires porte-conteneurs et renforcer la compétitivité régionale du port. Sa capacité annuelle devrait doubler pour atteindre 28 tonnes d'ici 2020. Dar es Salaam est le plus grand port du pays (90 % du trafic national de marchandises), et le quatrième sur le littoral de l'Océan indien après Durban, Mombasa et Maputo.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Afrique du Sud : Shoprite conforte sa position de leader africain de la grande distribution

Le géant de la grande distribution Shoprite consolide sa position de leader africain. Grâce à son fort positionnement sur le marché régional, le groupe affiche 130 Mds ZAR de chiffre d'affaires (9 Mds EUR) pour l'année 2016 et 7,3 Mds ZAR (509 M EUR) de profit, employant dans le monde près de 140 000 personnes. L'enseigne devance sur l'année Massmart en chiffre d'affaires (91,25 Mds ZAR – 6,35 Mds EUR) et Woolworth en profit (6,97 Mds ZAR - 489 M EUR). Spar concentre de son côté le plus grand nombre de points de vente (2033) quand Massmart affiche le profit moyen par magasin le plus important (6 M ZAR – 418 000 EUR).

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Madagascar : des subventions supplémentaires pour deux entreprises publiques

Les difficultés que connaissent la Jirama (entreprise publique d'eau et d'électricité) et Air Madagascar pèsent plus lourd que prévu sur le budget de l'État. La subvention allouée à la Jirama augmente de 200 Mds MGA (63 MUSD) dans la loi de finance rectificative (LFR) alors que celle-ci n'était que de 250 Mds MGA (79 MUSD) dans la loi de finance initiale (LFI). S'agissant de la dette d'Air Madagascar de 303 Mds MGA (96 MUSD), la LFR autorise son transfert à l'Etat qui se chargera d'en assurer le remboursement. La présentation d'une stratégie claire du traitement de la dette d'Air Madagascar est en effet un préalable à l'entrée en vigueur de son partenariat avec Air Austral.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Air Mauritius procède à la remise à neuf de sa flotte

La compagnie nationale d'aviation Air Mauritius, qui a célébré le 14 juin dernier ses 50 ans d'existence, démarrera bientôt son exercice de remise à neuf de sa flotte, qui comprend actuellement 13 avions. En plus de la rénovation prévue des avions existants, à savoir l'installation de nouveaux sièges et d'un nouveau système de divertissement à bord, la livraison d'un nouvel Airbus A 350-900 est prévue pour décembre 2017 tandis que la livraison d'un 2e avion devrait intervenir début mars 2018. La compagnie nationale a par ailleurs procédé à la nomination de son nouveau directeur général, M.Somaskaran Appavou, qui occupait jusqu'à tout récemment le poste de Senior Sales Director chez Airbus, et qui prendra officiellement ses fonctions le 14 juillet prochain.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Mauritanie : visite du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères**

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, a été reçu en audience par le Président mauritanien. A l'issue de l'entrevue, ils ont évoqué plusieurs sujets, notamment la coopération dans le domaine du développement et de la sécurité et les moyens de favoriser les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays. Le ministre a annoncé la signature prochaine avec les autorités mauritaniennes d'un accord de financement de 18 M EUR pour les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : une délégation de haut niveau de l'AFD en visite**

Une délégation de l'AFD, conduite par le directeur général délégué, M. Jérémie Pellet, et le directeur de département Afrique, M. Jean-Pierre Marcelli, a séjourné au Niger les 13 et 14 juin où elle a notamment été reçue par le Président de la République pour échanger sur le plan de développement économique et social ambitieux du Niger. Cette audience a été l'opportunité pour M. Pellet de rappeler que l'AFD accompagne le Niger "à la fois dans son développement humain et son développement durable, particulièrement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire".

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : mission du directeur-Afrique du FMI**

Le directeur du département Afrique du FMI, Abe Aemro Selassie, s'est rendu au Niger la semaine passée pour échanger sur la situation économique du Niger et le suivi des recommandations du dernier Programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC). Une précédente mission FMI, qui s'est tenue en mai dernier, avait précisé que le Niger devrait respecter des nouvelles recommandations en vue de la prochaine revue du programme. Ces recommandations portaient notamment sur (i) la lutte contre la fraude sur la commercialisation des produits pétroliers tout en améliorant la gestion des exonérations fiscales, (ii) l'utilisation des valeurs de transaction effectives pour l'évaluation des taxes douanières et (iii) l'amélioration du recouvrement de la TVA.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Conférence de l'ABLC : Villes africaines et Urbanisation, le vendredi 30 juin, au MEDEF**

L'African Business Lawyers' Club (ABLC), en partenariat avec MEDEF International, organise la 6^{ème} édition de sa conférence annuelle le vendredi 30 juin 2017, de 17h00 à 20h00, au siège du MEDEF. Cette année, le thème portera sur les enjeux et défis que pose la croissance urbaine de l'Afrique : « *African cities promises: unleashing the potential of urban development* ». Cette 6^{ème} édition, animée par Laurence Caramel, journaliste au Monde Afrique et Nicolas Norbrook, rédacteur en chef du magazine The Africa Report, réunira des experts juridiques et financiers, des industriels et des entrepreneurs ainsi que des opérateurs publics et privés afin de partager leur expérience dans le domaine de la croissance urbaine, susciter une réflexion et proposer des solutions concrètes et innovantes aux défis du continent africain. Pour en savoir plus et vous inscrire : Inscription Conférence ABLC

✉ charlene.ntsiba@whitecase.com

▼ **Botswana : réunion au MEDEF, avec l'ambassadeur de France à Gaborone, le jeudi 31 août**

MEDEF International organise une réunion autour de Pierre Voillery, ambassadeur de France au Botswana, le jeudi 31 août 2017, au siège du MEDEF. Cette réunion permettra de faire le point sur les opportunités d'affaires (infrastructures, transports, logistiques, construction, tourisme, services) et échanges d'expérience dans ce pays d'Afrique australe grand comme l'Ukraine (600 000 km² environ) pour une population de 2,3 millions d'habitants, dont l'activité économique devrait accélérer en 2017, en lien avec la politique de relance budgétaire de l'Etat et de la reprise graduelle du prix du diamant. Pour plus d'information et vous inscrire : Inscription MEDEF Botswana

✉ fmorelbarbier@medef.fr

▼ **Afrique du Sud : réunion au MEDEF, avec de l'ambassadeur de France à Pretoria, le lundi 4 septembre**

MEDEF International organise une réunion autour de Christophe Farnaud, ambassadeur de France en Afrique du Sud, le lundi 4 septembre 2017, au siège du MEDEF. Cette réunion permettra de faire le point sur la situation politique et sociale du pays, dans un contexte d'effritement accéléré de l'autorité du Président, à quelques semaines de la Convention de l'ANC (décembre 2017) au cours de laquelle sera désigné son successeur. Pour plus d'information et vous inscrire : Inscription MEDEF Afrique du Sud

✉ fmorelbarbier@medef.fr

▼ **Gabon : le Gabon va accueillir un forum d'affaires Brésil-Afrique**

Prévu du 29 août au 2 septembre 2017, le 1^{er} Forum d'affaires entre des entreprises brésiliennes et africaines, dénommé « Réuniao 2017 », se tiendra au Gabon.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Visite d'une délégation française du MEDEF en Ouganda**

Une délégation de chefs d'entreprise français s'est rendue à Kampala du 14 au 16 juin. Cette délégation du MEDEF, composée de 28 entreprises de toutes tailles (start-up, PME, ETI et grand groupes) et de tous secteurs (énergie, transports, infrastructures, défense, environnement, santé, agroalimentaire et distribution, télécommunication, audit, secteur bancaire et formation), a notamment été reçue par le Président Yoweri Museveni. Cette rencontre a permis aux chefs d'entreprises de plaider pour des initiatives plus larges et recueillir des informations sur les futurs projets énergétiques liés à l'extraction de pétrole qui débutera en 2021.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : réunion au MEDEF, avec les banquiers nigériens, le mardi 11 juillet**

MEDEF International reçoit le mardi 11 juillet, de 8h30 à 10h30, au siège du MEDEF, une délégation de haut niveau de dirigeants de grands établissements financiers nigériens : Dr. Adesola Kazeem ADEDUNTAN, CEO & Managing Director, First Bank of Nigeria Limited ; Mr. Andrew ALLI, Président & CEO, Africa Finance Corporation (AFC), Mrs. Jumoke OGUNDARE CEO, Asset & Resources Management Company (ARM) ; Mr. Herbert WIGWE, Group CEO & Managing Director, Access Bank Plc. Désireux de montrer un autre visage du Nigéria, ce sera l'occasion d'échanger avec eux sur l'économie du pays, et d'explorer les partenariats possibles avec leurs établissements, au Nigéria comme dans d'autres pays d'Afrique pour lesquels ils développent une stratégie de déploiement ambitieuse. Pour en savoir plus et vous inscrire : Nigéria – mardi 11 juillet 2017 - MEDEF

✉ adegaullier@medef.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

mathilde.iniguez@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

